



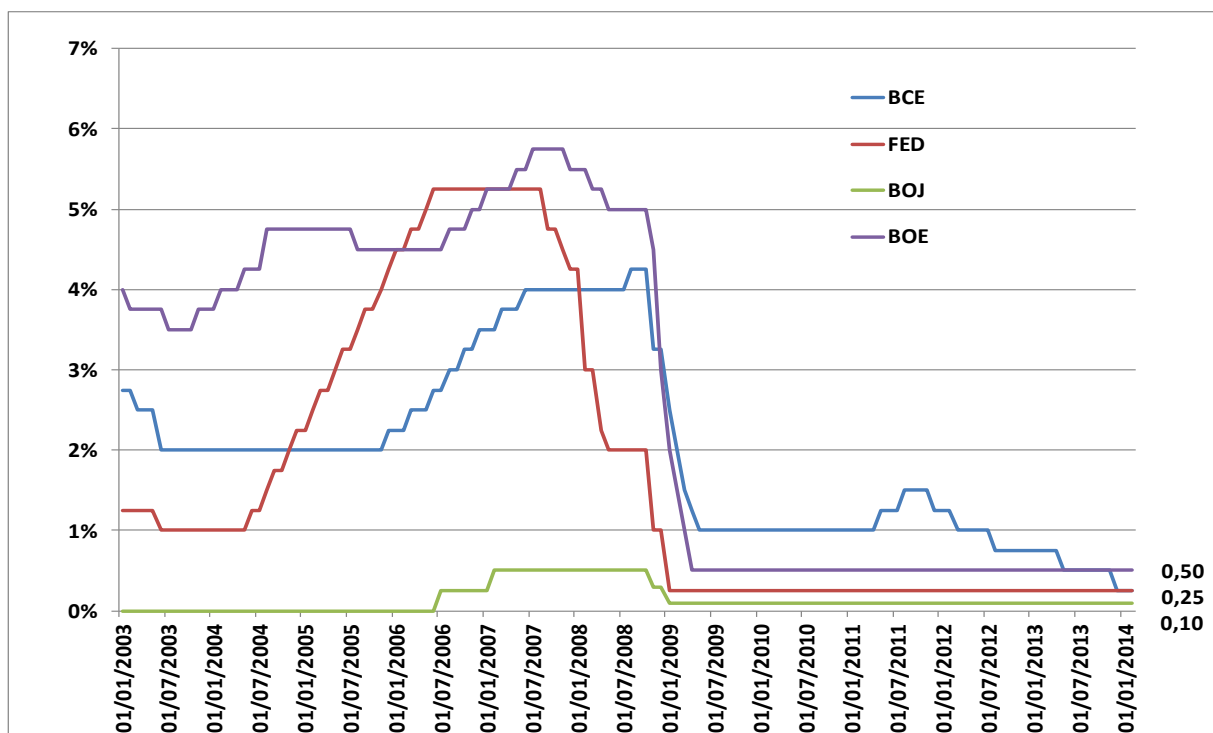
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 février 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro restent faibles et les évolutions de la monnaie et du crédit sont atones. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Comme indiqué précédemment, nous traversons actuellement une période prolongée de faible inflation, qui sera suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 % (...). Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. En ce qui concerne la volatilité récente du marché monétaire et ses implications éventuelles pour l'orientation de notre politique monétaire, nous suivons attentivement les évolutions et sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles. Au total, nous restons fermement déterminés à conserver notre orientation largement accommodante et à prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures décisives. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Légère hausse des demandeurs d'emploi de catégorie A

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 303 200 fin décembre 2013. Ce nombre est en hausse de 0,3 % par rapport à fin novembre 2013, soit +10 200 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 5,7 %.

Légère baisse du taux de chômage en zone euro

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,0% en décembre 2013, en légère baisse depuis octobre (12,1 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,7% en décembre 2013, en baisse par rapport au taux de 10,8% relevé en novembre. En décembre 2013, 26,200 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 19,010 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 162 000 dans l'UE28 et de 129 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2012, le chômage a décliné de 173 000 personnes dans l'UE28, mais s'est accru de 130 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) et au Luxembourg (6,2 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,8 % en octobre 2013) et en Espagne (25,8 %).

Baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,7 % en janvier 2014, en baisse par rapport au mois de décembre 2013, où il était de 0,8 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en janvier (1,7 % contre 1,8 % en décembre), suivis des services (1,1 % contre 1,0 % en décembre), des biens industriels hors énergie (0,2 %, contre 0,3 en décembre) et de l'énergie (-1,2 % contre 0,0 % en décembre).

États-Unis

Relèvement du plafond de la dette

La Chambre des représentants a approuvé mardi 11 février le relèvement du plafond de la dette de l'État fédéral jusqu'au 15 mars 2015. La mesure devra être entérinée par le Sénat.

Actualité législative

Décret du 27 janvier 2014 portant sur les modalités de mise en œuvre des opérations de virements et de prélèvements en euros mentionnées à l'article L. 712-8 du code monétaire et financier (« SEPA COM Pacifique »)
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140128&numTexte=13&pageDebut=01639&pageFin=01640

Arrêté du 27 janvier 2014 relatif aux exigences applicables aux opérations de virements et de prélèvements en euros définies à l'article L. 712-8 du code monétaire et financier
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20140128&numTexte=18&pageDebut=01640&pageFin=01641

2 – Brèves économiques régionales

Chine : Ralentissement de l'économie en 2014 ?

L'indice HSBC /PMI publié vendredi 7 février est descendu à 50,7, niveau le plus bas depuis août 2011. Il était à 50,9 en décembre, mais reste tout de même au-dessus du seuil des 50 points, frontière entre croissance et contraction de l'activité. Si la composante « nouvelles affaires » est au plus bas depuis 7 mois, certains analystes mettent en cause le nouvel an Chinois à l'origine de nombreuses fermetures de magasins. Par ailleurs, selon le bureau national des statistiques, l'indice PMI des directeurs d'achat du secteur des services était en janvier à 53,4 contre 54,6 en décembre 2013 (au plus bas depuis décembre 2008). Cette enquête est la troisième en deux semaines qui suggère une possible baisse de la croissance chinoise cette année.

Japon : nouveau repli de la confiance des ménages

Selon une étude mensuelle effectuée par le gouvernement mi-janvier, auprès de quelque 5 700 foyers de deux personnes et plus, l'indice général de confiance s'est établi à 40,5 points en janvier, contre 41,3 points en décembre et 42,5 points en novembre. Or, cette étude a été réalisée à quelques semaines d'une hausse de la taxe sur la consommation qui va peser sur le pouvoir d'achat des ménages et qui risque de détériorer encore cet indice. Un résultat inférieur à 50 indique que les particuliers redoutent majoritairement une dégradation de l'environnement économique.

Nouvelle-Zélande : indice des prix à la consommation et marché du travail

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une hausse de +0,1 % au dernier trimestre 2013 (+0,9 % en septembre 2013). Les tarifs des transports aériens internationaux (+12 %) et intérieurs (+6,7 %) et les vacances (+7,3 %) sont les principaux contributeurs à la hausse tandis que les légumes (-20 %) et le pétrole (-3,5 %) freinent la tendance. En glissement annuel, le CPI progresse de 1,6 %.

La Banque Centrale de Nouvelle-Zélande conserve son principal taux directeur, l'Official cash rate à 2,5 % (réunion du 30 janvier 2014).

Sur le quatrième trimestre 2013, le marché du travail se consolide. Le taux de chômage tombe à 6 % de la population active (6,2 % en septembre 2013 et 6,8 % en décembre 2012) et le taux d'emploi s'améliore de 0,3 point sur le trimestre (64,7 % en décembre 2013 contre 64,4 % en septembre) et de 1,1 sur l'année (63,6 % en décembre 2012).

Australie : politique monétaire

Au regard de l'état, à fin 2013, de l'économie mondiale (expansion américaine, convalescence pour l'Europe, reprise au Japon, maintien des objectifs en Chine) et australienne (croissance de la demande des ménages, solidité de la construction, amélioration de la confiance des entreprises), la banque centrale australienne (RBA) a décidé, lors de sa réunion mensuelle du 5 février 2014, de ne pas modifier son principal taux directeur, le Cash rate. Ce dernier demeure ainsi à 2,5 % en dépit d'une inflation un peu au-dessus des anticipations.

En effet, en décembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'inscrit en hausse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent (+1,2 % en septembre 2013) et de 2,7 % en glissement annuel. Sur le trimestre, les plus importantes évolutions concernent les vacances et loisirs domestiques (+6,9 %) et internationaux (+2,6 %, les fruits (+8,1 %) et les légumes (+7,1 %). A contrario, le prix de l'essence diminue de 1,1 %.

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Accord d'un crédit de 68 millions de F CFP de l'AFD à la commune de Pirae

Le jeudi 23 janvier, la commune de Pirae et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé une convention de crédit d'un montant de 68 millions de F CFP. Ce prêt, à taux d'intérêt bonifié, se couple à des subventions du Pays dans le cadre du financement du budget d'investissement de la commune pour l'année 2013. Les investissements envisagés portent sur la construction de la couverture du plateau sportif de Pirae Uta, la création d'abris-bus et de sanitaires publics dans la commune.

Promulgation de la loi "Zone de Mahana Beach"

La loi de pays « portant création de la zone prioritaire d'aménagement et de développement touristique de Mahana Beach » a été promulguée au Journal Officiel de la Polynésie française (JOPF) du vendredi 24 janvier. Le texte indique que « la zone prioritaire d'aménagement et de développement touristique a pour objet de permettre à la Polynésie française d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement de terrains en vue de la création, dans les meilleurs délais, d'un ensemble à vocation touristique qui pourra notamment comprendre des hôtels, des espaces commerciaux, des équipements sportifs et nautiques, un auditorium et un centre de congrès et de conférences, mais également un périmètre de protection de la zone patrimoniale de la pointe Tata'a. »

37,4 milliards de F CFP pour la commande publique en 2014

Le jeudi 6 février, le gouvernement a annoncé la mobilisation de 37,4 milliards de F CFP de crédits de paiement destiné à l'investissement public. Ce dernier devrait majoritairement être financé sur fonds propres du Pays à hauteur de 13,84 milliards de F CFP et par l'État pour un montant de 21 milliards F CFP via : le 3^{ème} instrument financier (13,36 milliards de F CFP), le Contrat de projets (5,63 milliards de F CFP) et la dotation globale d'investissement pour l'Éducation (1,28 milliard de F CFP).

Les projets programmés concernent principalement les infrastructures aéroportuaires (mise aux normes d'aérodromes), maritimes (aménagement de quais et de marinas) et routières.

Commerce

Réélection à la tête de la Chambre de commerce des services et des métiers (CCISM)

À la suite de l'Assemblée générale constitutive de la CCISM, qui s'est tenue le mercredi 4 février à Papeete, M. Stéphane Chin Loy a été réélu président de l'établissement, poste qu'il occupait depuis le 25 août 2011.

Outre-mer

Création du Conseil Représentatif des Français d'Outre-mer (CREFOM)

Le 31 janvier 2014, le Conseil Représentatif des Français d'Outre-mer (CREFOM) a été créé au sein du ministère des Outre-mer. Présidé par M. Patrick Karam, le CREFOM est destiné à augmenter la visibilité de l'Outre-mer et à promouvoir les valeurs républicaines, de tolérance et du vivre ensemble. Cet organisme vient en remplacement de la délégation interministérielle pour l'égalité des chances.

Une réunion inter-régionale, accueillant les différentes délégations des collectivités d'Outre-mer, est prévue à Tahiti le 21 février 2014.

Visite de M. Philippe la Cognata en Polynésie française

Lors de sa visite en Polynésie française du 10 au 16 février 2014, le Directeur des Instituts d'Émission d'Outre-mer, M. Philippe la Cognata, a été reçu par le Président M. Gaston Flosse. Cette rencontre a été l'occasion de présenter officiellement les nouveaux billets en circulation depuis le 20 janvier 2014 mais également d'évoquer la situation économique du pays.

Ressources minières

Permis d'exploitation du phosphate à Makatea

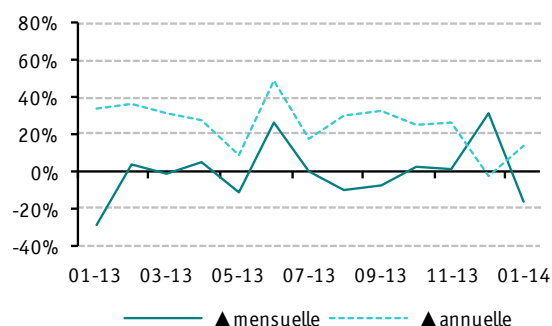
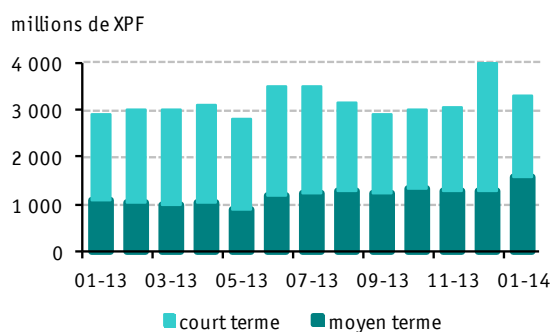
Lors du Conseil des ministres du 8 janvier 2014, le gouvernement a accordé à la société australienne « Avenir Makatea » un Permis exclusif de recherche (PER) portant sur deux secteurs miniers de l'île de Makatea, exploitée pour ses ressources en phosphate jusque dans les années soixante. Ce premier permis pourrait être étendu, après examen du comité des mines, à l'ensemble de la zone minière.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul du refinancement à court terme en début d'année

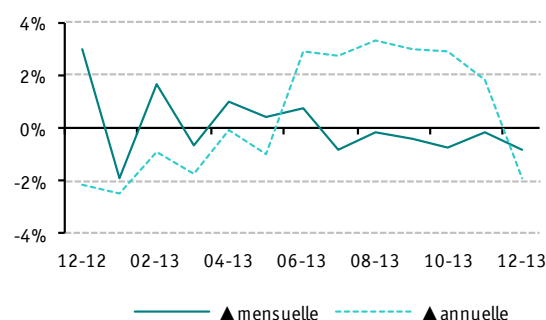
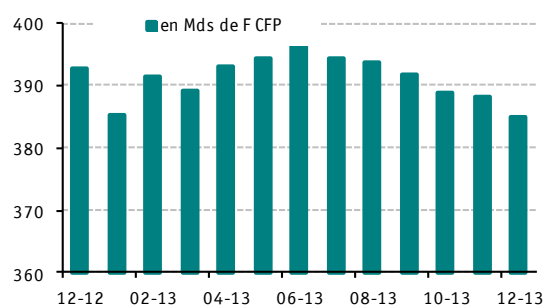
en millions de F CFP	janv-13	déc-13	janv-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 860	2 728	1 755	-35,7%	-5,6%
Utilisations à moyen terme	1 044	1 250	1 547	23,7%	48,1%
Refinancement total	2 904	3 978	3 302	-17,0%	13,7%



Masse monétaire

Masse monétaire en retrait sur le mois

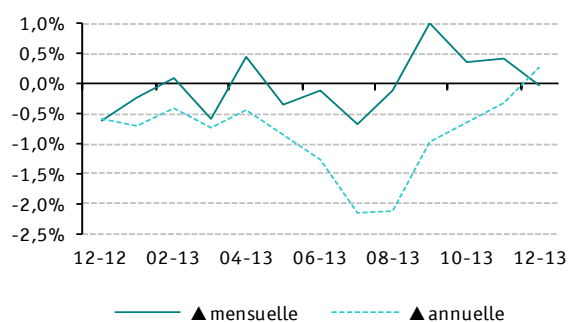
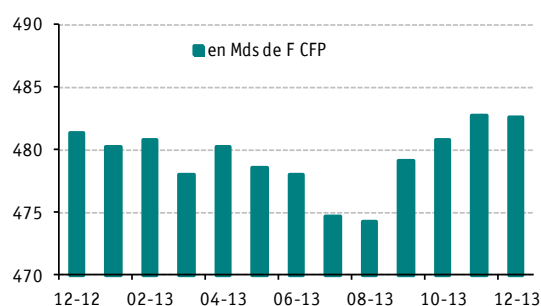
en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 512	14 312	14 319	0,0%	-7,7%
Dépôts à vue	154 850	152 685	151 560	-0,7%	-2,1%
Comptes sur livrets	99 758	97 377	99 845	2,5%	0,1%
Comptes d'épargne logement	357	411	410	-0,2%	14,9%
Dépôts à terme	120 170	121 870	117 304	-3,7%	-2,4%
Autres	2 073	1 686	1 656	-1,7%	-20,1%
Total M3	392 720	388 339	385 095	-0,8%	-1,9%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation des concours bancaires

en millions de F CFP	déc-12	nov-13	déc-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	123 540	131 894	122 104	-7,4%	-1,2%
Crédits d'équipement	68 757	62 764	73 446	17,0%	6,8%
Crédits à l'habitat	164 050	160 128	164 840	2,9%	0,5%
Autres crédits	68 547	70 122	61 920	-11,7%	-9,7%
Créances douteuses brutes	56 428	57 857	60 321	4,3%	6,9%
Total Concours de Caractère Bancaire	481 321	482 764	482 630	0,0%	0,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc-13	107,57	107,68	108,73	1,0%	1,1%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	nov-13	115,3	113,1	113,5	0,4%	-1,6%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	déc-13	1 192	1 589	953	-40,0%	-20,0%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	déc-13	12 316	12 473	20 510	64,4%	66,5%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc-13	2 112	2 003	8 183	ns	ns	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc-13	71	101	101	-0,2%	42,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc-13	87	99	159	60,6%	82,8%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc-13	465	467	478	2,4%	2,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc-13	1 826	2 049	2 036	-0,6%	11,5%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc-13	3 277	3 147	3 559	13,1%	8,6%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	déc-13	164	210	212	1,0%	29,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc-13	3 074	2 808	2 791	-0,6%	-9,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc-13	784	1 055	561	-46,8%	-28,4%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc-13	104	77	71	-7,4%	-31,5%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	déc-13	100	253	286	13,3%	ns	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc-13	121	198	143	-27,8%	17,9%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc-13	40	60	34	-43,1%	-14,7%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	déc-13	51	25	46	86,5%	-9,2%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc-13	64	52	1	-97,7%	-98,1%	
Tourisme							
Nombre de touristes	déc-13	15 262	12 953	13 832	6,8%	-9,4%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-13	57,6%	66,5%	51,0%	-15,5 pts	-6,6 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	déc-13	56 934	57 175	56 848	-0,6%	-0,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	déc-13	94 009	91 547	93 922	2,6%	-0,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc-13	62 920	68 780	68 465	-0,5%	8,8%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	déc-13	76 380	80 839	79 330	-1,9%	3,9%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc-13	45 454	43 697	40 382	-7,6%	-11,2%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc-13	77 936	76 862	76 670	-0,2%	-1,6%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	déc-13	143 480	145 711	146 387	0,5%	2,0%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc-13	42 660	41 211	38 996	-5,4%	-8,6%
	<i>Crédits d'équipement</i>	déc-13	59 657	62 104	64 900	4,5%	8,8%
<i>(source : IEOM)</i>							

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2014	31/12/2013	Var. M-1
EONIA	0,2280%	0,4460%	- 0,218 pt
EURIBOR 1 mois	0,2300%	0,2160%	+ 0,014 pt
EURIBOR 3 mois	0,2960%	0,2870%	+ 0,009 pt
EURIBOR 6 mois	0,3960%	0,3890%	+ 0,007 pt
EURIBOR 12 mois	0,5590%	0,5560%	+ 0,003 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2014	31/12/2013	Var. M-1
TEMPE	0,2051%	0,1694%	+ 0,036 pt
EURIBOR 1 mois	0,2240%	0,2160%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2920%	0,2750%	+ 0,017 pt
EURIBOR 6 mois	0,3960%	0,3720%	+ 0,024 pt
EURIBOR 12 mois	0,5620%	0,5440%	+ 0,018 pt
TMO	2,6100%	2,6100%	+ 0,000 pt
TME	2,4100%	2,4100%	+ 0,000 pt
TRBOSP	2,4700%	2,7000%	- 0,230 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/01/2014	31/12/2013	29/11/2013	31/01/2014	31/12/2013	29/11/2013	31/01/2014	31/12/2013	29/11/2013
taux JJ	0,130%	0,070%	0,115%	0,069%	0,078%	0,075%	0,450%	0,410%	0,480%
3 mois	0,250%	0,250%	0,230%	0,144%	0,148%	0,144%	0,530%	0,520%	0,500%
10 ans emprunts phares	2,650%	2,990%	2,770%	0,620%	0,740%	0,610%	2,710%	3,030%	2,770%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis	7,96%
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Prêts-relais	5,23%	Découverts en compte (1)	13,31%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,12%	Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,35%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,2892	1 NZD/XPF	71,5332	1 HKD/XPF	11,3683	1 GBP/XPF	145,2785	
100 JPY/XPF	86,3909	1 AUD/XPF	76,9088	1 SGD/XPF	69,0657	100 VUV/XPF	91,6761	1 FJD/XPF	46,6158